

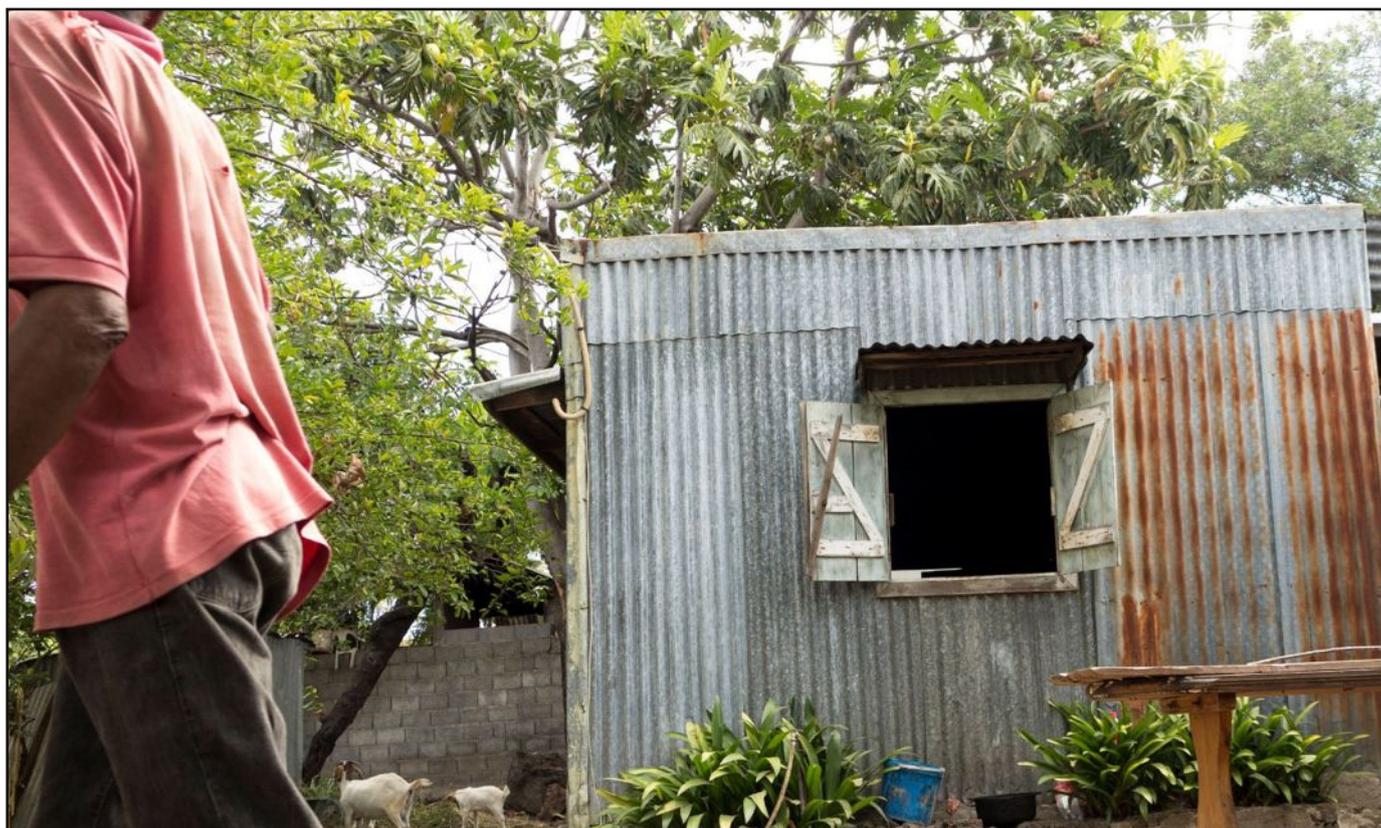
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18372 - 71ÈME ANNÉE

Victorin Lurel remet son rapport à George Pau-Langevin

Égalité réelle : moment de vérité



Près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté à La Réunion.

Le député en mission Victorin Lurel remet demain son rapport à George Pau-Langevin, ministre de l'Outre-mer. Il permettra d'avoir une idée plus précise sur le contenu que le gouvernement veut donner au concept d'égalité réelle.

L'égalité réelle va connaître une importante clarification demain. Victorin Lurel, député en mission, va en effet remettre son rapport à la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin.

Cette initiative remonte à mai dernier. Dans son discours en Guadeloupe, le président de la République avait annoncé sa feuille de route pour l'outre-mer : une loi pour permettre aux départements créés le 19 mars 1946 d'atteindre l'égalité réelle. Le délai fixé est de 20 ans. Cette annonce est partie d'un

constat. 70 ans après le vote de loi qui donnait aux citoyens de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion l'égalité avec la France, cette égalité n'était toujours pas réalisée. C'était la confirmation de la crise profonde du système mis en place au cours des dernières décennies, et de la nécessité de la rupture. Lors de son discours, François Hollande annonçait que Victorin Lurel était chargé de piloter la concertation préalable au projet de loi. Ce premier travail est donc arrivé à son terme.

L'ancien ministre des Outre-mer avait pour mission de solliciter les partis et les parlementaires afin que chacun puisse présenter des propositions. À La Réunion, le Parti communiste réunionnais a répondu à cette invitation dès le mois d'août. À ce jour, le PCR est le seul parti à avoir rendu publique son action et ses propositions.

Le 9 mars dernier, le PCR avait tenu une conférence de presse sur ce thème pour les rappeler. Pour le PCR, l'égalité réelle passe par l'égalité du PIB par habitant

avec la France. Actuellement, la différence est de 10.000 euros par habitants. Rapporté à la population de La Réunion, cela fait un manque à gagner de 8 milliards d'euros. Le Parti propose que cette somme abonde sur 20 ans un fonds de développement. Le but est de financer des projets d'investissements pour que l'économie réunionnaise soit

capable de produire un niveau de richesse par habitant comparable à celui de la France dans 20 ans.

Le PCR soulignait également qu'il est possible dès maintenant de s'attaquer aux inégalités qui touchent gravement la population: chômage, mal-logement, vie chère. Ce sont des inégalités constatées, mesurables et qui demandent des ré-

ponses urgentes.

Le PCR demandait aussi que la publication du rapport de Victorin Luirel soit l'occasion de connaître les propositions de tous ceux qui ont répondu à l'initiative de François Hollande.

Demain sera donc l'heure de vérité.

M.M.

Une association remplacée par une société lourdement déficitaire

L'incroyable gâchis de l'autonomie énergétique

L'ARER était un instrument de la lutte pour arriver à l'autonomie énergétique en 2025. Aujourd'hui, la société qui a succédé à cette association alimente toutes les spéculations : un déficit de près de 1,4 million d'euros en 2013, une subvention de près de 680.000 euros votée par la dernière Commission permanente de la Région. Pendant que des élus jouent avec l'argent public, l'autonomie énergétique est devenue irréaliste.

Jusqu'en 2010, l'Association régionale de l'énergie Réunion (ARER) était une structure de référence. En son sein se retrouvaient des institutions et des entreprises impliquées dans l'objectif de l'autonomie énergétique pour 2025. En 2008, lors du séminaire sur le co-développement durable dans l'océan Indien regroupant les îles de notre région, une des propositions était de construire une ARER à l'échelle de la COI.

L'ARER était une référence

Les actions de l'association avaient démontré son efficacité. Cela s'est vu dans la diffusion des chauffe-eau solaire. Plus de 100.000 ont été installés sous la mandature de Paul Vergès. Elle travaillait aussi sur un concept innovant, destiné à concilier autosuffisance alimentaire et énergétique : les fermes agri-solaires. En voici la description :

« Il s'agit tout d'abord d'implanter des serres anticycloniques, afin de ne plus voir une pénurie de fruits et légumes au lendemain des cyclones, phénomènes climatiques qui seront plus fréquents et plus intenses. Sous ses serres, seront mises en cultures des productions visant à diminuer nos importations. Avec la

hausse des prix du fret et du contrôle, faire venir de la nourriture d'ailleurs coûtera en effet de plus en plus cher.

Sur ces serres pourront être fixés des panneaux photovoltaïques produisant de l'électricité. L'ARER a d'ailleurs présenté une première application concrète de stockage-déstockage exploitant cette énergie solaire intermittente par nature. L'électricité produite par les panneaux actionnera une pompe qui fera monter l'eau stockée dans un réservoir situé en bas de l'exploitation vers un autre construit plus haut. Cette eau pourra alors être libérée à la demande et produire de l'énergie grâce à une mini centrale hydroélectrique ».

Comment expliquer 1,4 million d'euros de déficit ?

L'arrivée à la direction de la Région Réunion de Didier Robert a tout remis en cause. Elle a donné un coup d'arrêt à l'ambition d'autonomie énergétique. Fini 2025, et l'objectif de 2030 apparaît irréaliste à cause de l'arrêt du chantier du tram-train électrique et la concentration des investissements sur une route en mer destinée aux voitures fonctionnant au pétrole.

Quant à l'ARER, elle a été transformée en 2013 en société publique locale, sous le nom de SPL Energies Réunion. Rappelons que l'ARER était une association. Les membres de son conseil d'administration et son président, Paul Vergès, ne touchaient donc aucune rémunération. L'ARER était également en équilibre budgétaire. La transformation en SPL permet de verser un salaire à son PDG, qui est un élu de majorité régionale, Alin Guezello.

Désormais, la Région est seule maître à bord. Le résultat ne s'est pas fait attendre : près de 1,4 million d'euros de déficit dès sa première année. Depuis le bilan 2013, aucune nouvelle de l'état des finances de la SPL Energies Réunion. La semaine dernière, elle est revenue à la surface. Elle bénéficie en effet d'une subvention de près de 680.000 euros votée par la Commission permanente de la Région Réunion. Voilà encore un gâchis supplémentaire à mettre au crédit de Didier Robert et de ceux qui l'ont permis de s'installer à la tête de la Région en 2010 : Gilbert Annette et Huguette Bello.

Édito

Le parti d'Angela Merkel sanctionné

Trois élections régionales avaient lieu hier en Allemagne. Les résultats montrent une inquiétante percée de l'extrême droite, représentée par le parti AfD, sur fond de vote sanction contre la CDU, parti au pouvoir dirigé par Angela Merkel. L'extrême droite a fait campagne sur le thème des réfugiés. L'an dernier, l'Allemagne avait en effet choisi d'en accueillir plusieurs centaines de milliers. Ce n'est sans doute pas le seul facteur qui explique le net recul de la CDU, le progrès de l'opposition républicaine et l'inquiétante montée de l'extrême droite. La casse du Code du travail décidée par les socialistes quand ils étaient au pouvoir a en effet ouvert la voie à une grande précarité. En Allemagne, des travailleurs sont payés quelques euros de l'heure. C'est cette régression sociale que masque l'inversion de la courbe du chômage et l'arrivée à une apparente situation de plein-emploi.

Trois Länder étaient concernés par le scrutin. Dans la riche région du Bade-Württemberg, les écologistes arrivent en tête avec 30 % des suffrages devant la CDU à 27 %. L'extrême droite arrive en 3e position avec 15 % des voix, devant les socialistes du SDP qui n'obtiennent que 12 %. En Rhénanie-Palatinat, le SPD l'emporte avec 36 % devant la CDU à 31,8 %. L'extrême droite est troisième avec 12,5 %. C'est en Saxe-Anhalt, un Land de l'ancienne RDA, que l'extrême droite fait sa percée la plus importante. Les régions de l'ancienne RDA subissent une grave crise économique depuis leur annexion par la RFA lors de la réunification de l'Allemagne en 1990. La CDU arrive en tête avec 29 %, talonnée par l'extrême droite à 25 %. Les communistes de Die Linke sont troisièmes avec

16 %, alors que les socialistes n'obtiennent que 10 % des suffrages.

Depuis plusieurs années, l'Allemagne est présentée comme l'élève modèle de l'Union européenne. Son gouvernement affichait une popularité record dans les sondages. Mais les élections n'ont pas correspondu à cette image. Lors des dernières législatives, la CDU et ses alliés de droite étaient minoritaires. Elle s'est maintenue au pouvoir parce que les socialistes ont refusé de faire alliance avec Die Linke et les écologistes, et ont préféré former une coalition avec la droite. Des socialistes sont donc dans le gouvernement dirigé par Angela Merkel. Ces trois élections régionales se sont transformées en vote-sanction contre le gouvernement.

Le plus inquiétant est le retour de l'extrême droite sur le devant de la scène politique. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne et les forces d'occupation avaient mené une politique de dénazification. Les Allemands avaient aussi conscience que l'extrême droite avait poussé le pays dans la plus grande catastrophe de son histoire. Cela explique pourquoi à la différence de la France, les résultats de l'extrême droite restaient très faibles. Mais la conjonction de la crise économique, du problème des réfugiés et sans doute aussi de l'oubli de l'histoire ont changé la donne.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Moin la pa shanj d'in iota !

La pa pars zot i di ké ni pé pa ké nou lé pa kapab ! Ala in késtyon i tourn dann mon tête san arété. Kosa mi anparl ozis zordi, dann l'anplasman lé reserve dann zournal pou moin fé mon bann modékri... é mi pans dsi in késtyon moin la pankor shanj kanstréti in pti bout, kansréti d'in « iota » - dèrnyé lète é pli pti lète nana dann l'alfabé grèk, in l'éksprétyon pou dir in moun la pa shanj ditou.

Donkolor, dsi kèl késtyon moin la pa shanj ditou ? Sé la késtyonn la konfyans dann mon péi é mon bann konpatriyot dsi nout kapasité dévlop nout péi pou in bon l'avnir. Myé k'sa, afors lo tan i pass, afors mon konfyans i ranfors. Pou kosa, pars lo tan i shanj é tout lo bann lanspèk banna la mète pou anpèsh anou avansé, sanm pou moin, i tonm inn apré l'ot.

In tan téi di i pé pa viv san pétrol, zordi i oi sa la pa vré. In tan téi di i gingn pa plant la tèr san l'angré, san poison shimik é san l'ézèrban, zordi i oi sa lé mantèr. In tan téi di i gingn pa plant de ri, isi, lé pa vré galman. In tan dann nout mèr l'avé poin poisson : mantèr ; in y tan nout bann vash té i donn pa bon lé : mantèr ankor... Koméla i an apèrsoi dann nout natir nana tout sort rishès é i pé ansèrv pou nout bien.

Nana ankor in bonpé shoz i pé di, mé moin la poin la plas. Sèl shoz mi di sé ké dopi dé tan é dé tan moin la pa shanjé dann ma konfyans pou La Rényon ; moin la pa shanj d'in iota !

Justin

Myé vo koz avèk bondyé ké avèk son bann sin - In kozman po la rout

In zour in kamarad la di amoin konmsa, kan li ariv dann in biro, li ropèr kisa i lé lo shèf épi li sava poz son problèm dirèktoman avèk lo moun pars li lé sir i sa trouv in bon solisyon pou son problèm. Pou mon par, moin la di ali, mi sèy plito oir dann l'ékip, plito ké lo shèf, sak i vé rant shèf-donk k'i vé ète kalif an plas lo kalif. Aprés, mi fé konprann ali ké li tousèl lé kapab trouv in solisyon pou mon problèm difisil. Si mi gingn, moin lé sir li va fé son posib. Lé bon koz avèk Bondyé, mé dé foi lé valab galman koz avèk lo sin. Shakinn son stratézi : sak lé inportan sé ranport la miz. Lé pa vré !